

Le subtil jeu d'équilibre des cabinets ministériels

Mabonnes.lemonde.fr/gouvernement-philippe/article/2017/05/27/de-l-art-de-subtilement-equilibrer-les-cabinets-ministeriels_5134554_5129180.html

Le choix des collaborateurs des membres du gouvernement fait apparaître des ex-sarkozystes, mais aussi des personnalités issues de la société civile, des technos et des fidèles d'Emmanuel Macron.

LE MONDE | 27.05.2017 à 07h41 • Mis à jour le 27.05.2017 à 17h46 | Par [Sarah Belouezzane](#) et La rédaction du Monde



Subtile cuisine que la composition des cabinets des ministères. Et plus encore pour le gouvernement d'Edouard Philippe. Car s'il est d'usage de récompenser les fidèles de la première heure en leur offrant des postes dans l'entourage direct des ministres, il faut, cette fois, composer avec les promesses de renouvellement et d'ouverture d'Emmanuel Macron.

Comment changer sans chambouler ? Faire émerger de nouvelles figures et représenter la société civile sans pour autant s'entourer de novices ? Respecter les affinités politiques de ministres venus de tous bords sans créer de baronnies ?

L'exercice relève du jeu d'équilibriste, auquel les membres du gouvernement s'adonnent depuis maintenant plusieurs jours. Etablissant, au fur et à mesure des nominations, une cartographie qui en dit long sur les méthodes du nouveau président, désireux de faire « sauter les clivages » entre la gauche et la droite.

Des anciens des gouvernements de Sarkozy

C'est ainsi que des anciens des cabinets des gouvernements de Nicolas Sarkozy, de 2007 à 2012, ont fait leur apparition, un peu partout et en nombre. On les retrouve bien sûr, sans surprise, à Bercy, où le président a nommé deux figures du parti Les Républicains (LR) : Bruno Le Maire à l'économie et Gérard Darmanin au budget.

Le premier a nommé Emmanuel Moulin comme directeur du cabinet. Rocardien dans sa jeunesse, ce dernier a travaillé avec Christine Lagarde à Bercy avant d'être conseiller économique de Nicolas Sarkozy de 2009 à 2012.

Chez M. Darmanin, Jérôme Fournel, le directeur du cabinet, est passé par Maignon où il a été conseiller

budgetaire de Jean-Pierre Raffarin puis de Dominique de Villepin. Le directeur adjoint pour la fonction publique, Laurent Vercruysse, et la cheffe de cabinet Cécile Collin collaboraient déjà, pour leur part, avec M. Darmanin à la mairie de Tourcoing (Nord).

Paradoxalement, au ministère de l'intérieur, où officie le socialiste Gérard Collomb, la coloration semble aussi de droite : nommé à la direction du cabinet, le préfet Stéphane Fratacci a en effet occupé le poste de secrétaire général du ministère de l'immigration et de l'identité nationale, du temps d'Eric Besson. Il était également préfet du Doubs lors de « l'affaire Leonarda », qui a notoirement marqué la présidence Hollande.

Fidèles de Macron

Idem à l'éducation nationale, où le nouveau ministre, Jean-Michel Blanquer, directeur général de l'enseignement scolaire entre 2009 et 2012, au moment où Luc Chatel était ministre de l'éducation de M. Sarkozy, s'est entouré, pour diriger son cabinet, de profils similaires au sien : des spécialistes de l'éducation qui figuraient eux aussi dans l'équipe Chatel, au premier rang desquels Christophe Kerrero, nouveau directeur du cabinet. Comme chef de cabinet, il a choisi Christophe Pacohil, 35 ans, qui a occupé les mêmes fonctions auprès de François Baroin du temps où il était ministre de l'économie (2011-2012).

Mais presque partout, ces profils sont contrebalancés par des personnalités issues de la société civile, des technos, fins connaisseurs de leurs sujets. Ou encore des fidèles d'Emmanuel Macron.

Au ministère des solidarités et de la santé, c'est par exemple Sophie Ferracci, son ancienne cheffe de cabinet, et épouse d'un de ses meilleurs amis, l'économiste Marc Ferracci, qui va officier en tant que cheffe de cabinet d'Agnès Buzyn.

Son époux, lui, devient conseiller économique de Muriel Pénicaud, la ministre du travail. Une nomination qui relève d'un subtil équilibre. Car si M. Ferracci est un proche du nouveau chef de l'Etat, et est un très bon connaisseur des questions d'économie du travail et de formation, il est considéré comme quelque peu « rigide » par les partenaires sociaux avec lesquels le gouvernement devra négocier sa vaste réforme du droit du travail.

Au poste de directeur du cabinet, lui a, en effet, été préféré Antoine Foucher, longtemps vice-président du pôle social du Medef. Ancien conseiller d'une personnalité de droite (en l'occurrence Xavier Bertrand au ministère du travail), ce techno est considéré par les syndicats comme un excellent interlocuteur, fin connaisseur du dialogue social. Il sera secondé dans sa tâche par Stéphane Lardy. Cet ancien cadre de FO, où il a été chargé de l'emploi et de la formation, est considéré comme un « réformiste ». De l'art de contrebalancer les poids.

Réseaux militants et administratifs

Cet équilibre est aussi incarné, au ministère de l'intérieur, par le sous-préfet Nicolas Lerner, nommé directeur adjoint du cabinet. Celui qui gèrera plus directement les dossiers a l'avantage d'avoir été à la préfecture de police de Paris où il a occupé des postes clés ces dernières années, ce qui lui confère une bonne connaissance de la maison police.

Au ministère de la cohésion des territoires, échu à Richard Ferrand, se côtoient personnalités de droite et fidèles socialistes. Si le directeur du cabinet, Jean-Benoît Albertini, ancien préfet de Vendée (2013-2017) et du territoire de Belfort (2008-2010), fut conseiller du premier ministre Jean-Pierre Raffarin de 2002-2004, les autres personnalités sont plutôt de gauche. Ainsi, Amaury Dumay, l'ancien assistant parlementaire de M. Ferrand, devient chef de cabinet. Quant à Nicolas Larmagnac, ancien conseiller de Claude Bartolone, alors président de l'Assemblée nationale, devrait être nommé conseiller spécial.

On retrouve aussi des personnalités issues de la gauche au ministère de la transition écologique et solidaire. L'enjeu était de concilier l'arrivée de collaborateurs venus de la société civile, des réseaux militants, dont le ministre Nicolas Hulot est lui-même issu, et celle de cadres rompus au fonctionnement des administrations.

Société civile

La directrice du cabinet et grande spécialiste des dossiers environnementaux, Michèle Pappalardo, va ainsi pouvoir compter sur Anne Rubinstein, la cheffe de cabinet, proche de Dominique Strauss-Kahn, passée par le privé (groupe La Poste) et qui a déjà occupé ce poste à Bercy quand Emmanuel Macron y était ministre.

De gauche aussi, le directeur du cabinet de Sylvie Goulard au ministère des armées. Martin Briens a en effet été conseiller de Ségolène Royal lors de la campagne présidentielle de 2007. Il a ensuite occupé le poste de directeur adjoint du cabinet de Laurent Fabius aux affaires étrangères, de 2013 à 2016.

C'est de la société civile que sont, en revanche, issus les membres pour l'instant connus des ministères des affaires étrangères et européennes : Emmanuel Bonne, directeur du cabinet de Jean-Yves Le Drian, n'est, par exemple, pas connu pour avoir d'affiliation politique particulière. Le conseiller diplomatique du président de la République, Philippe Etienne, prototype du grand commis d'Etat sans attaches, est dans la même situation. Idem pour Gaël Veyssière, directeur du cabinet de Marielle de Sarnez, fin connaisseur de la scène bruxelloise. Des hommes ultimes ingrédients d'un dosage délicat sur lequel le président compte pour réussir sa recette.

Où sont les femmes ?

Sur les vingt-deux ministres et secrétaires d'Etat nommés par Emmanuel Macron, on trouve certes onze hommes et onze femmes... mais seulement quatre directrices de cabinet – à la transition écologique et solidaire, à l'agriculture, au numérique et aux sports. Partout ailleurs, les cabinets ministériels sont dirigés par des hommes. M. Macron a promis de faire de l'égalité entre les femmes et les hommes une cause nationale. Pourtant, dès les premières nominations à l'Élysée, les associations féministes ont souligné l'absence de femmes dans l'entourage du nouveau chef de l'Etat. La disparition d'un ministère de plein droit à l'égalité hommes-femmes, devenu un simple secrétariat d'Etat, et le fait qu'un seul ministère régalien – les armées – soit occupé par une femme n'ont pu que renforcer leur inquiétude.

Les 22 directeurs de cabinet nouvellement nommés :

- **Patrick Strzoda** : directeur du cabinet du président de la République

A 64 ans, Patrick Strzoda, qui vient d'accéder au poste de directeur du cabinet du président de la République, est un pur produit de la préfectorale. Diplômé de l'ENA (promotion Léonard-de-Vinci en 1983), cet amateur de golf a fait la quasi-totalité de sa carrière dans le corps préfectoral. Il venait d'être nommé préfet d'Ile-de-France entre les deux tours de l'élection présidentielle – un poste auquel il a dû renoncer avant même de l'avoir occupé.

Avant ses fonctions à la présidence de la République, Patrick Strzoda a été directeur du cabinet de Bernard Cazeneuve au ministère de l'intérieur, puis à Matignon, sous le précédent quinquennat. Préfet de Bretagne et de la zone de défense et de sécurité Ouest, il a dû faire face à la fronde des « Bonnets rouges » contre l'écotaxe, aux mobilisations des agriculteurs contre la chute des cours et aux manifestations contre la loi travail, particulièrement importantes dans la région. Chaque fois, il a fait appliquer l'ordre d'une main de fer. Au point que sa gestion des manifs anti-loi El Khomri a pu être critiquée, après qu'un manifestant eut perdu un œil dans des affrontements à Rennes avec la police, à la suite d'un tir des forces de l'ordre avec une arme apparentée au Flash-Ball.

Durant sa carrière, Patrick Strzoda a occupé des postes réputés sensibles dans la préfectorale : dans les Hauts-de-Seine entre 2009 et 2011, sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, il a ensuite officié en Corse (2011-2013). Secrétaire général du comité d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville de 1989 à 1992, il a été également préfet des Hautes-Alpes (2002-2004) et des Deux-Sèvres (2005).

- **Benoît Ribadeau-Dumas** : directeur du cabinet du premier ministre

Diplômé de Polytechnique, sorti major de l'ENA en 1997 (promotion Marc-Bloch), Benoît Ribadeau-Dumas, 44 ans, est considéré comme un très proche du nouveau premier ministre, Edouard Philippe. Les deux hommes se sont connus sur les bancs de l'ENA et ont tous les deux intégré le Conseil d'Etat à leur sortie de l'école. En 2002, le haut fonctionnaire a rejoint le cabinet de Jean-Pierre Raffarin à Matignon, où il fut durant deux ans conseiller technique chargé de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.

M. Ribadeau-Dumas a ensuite bifurqué vers le privé, travaillant successivement chez le groupe d'électronique Thales, le parapétrolier CGG ou l'équipementier aéronautique Zodiac Aerospace, dont il dirigeait la direction systèmes. Sa nomination auprès du premier ministre a fait l'objet d'un bras de fer avec l'Élysée, qui voulait confier la direction du cabinet à Nicolas Revel, un proche d'Emmanuel Macron. Mais Edouard Philippe a tenu bon et a fini par imposer son ami comme numéro deux de Matignon.

- **Stéphane Fratacci** : directeur du cabinet du ministre de l'intérieur

C'est un préfet qui a pris la tête du cabinet du ministre de l'intérieur, Gérard Collomb. Stéphane Fratacci, 53 ans, était, jusqu'à sa nomination place Beauvau, préfet de la région Grand Est, de la zone de défense et de sécurité Est et du Bas-Rhin. Ce diplômé de HEC, de l'ENA et ancien conseiller d'Etat, avait été directeur des libertés publiques et des affaires juridiques au ministère de l'intérieur de 2001 à 2006, sous des gouvernements de gauche et de droite, avant de partir en préfecture dans l'Aisne, de 2007 à 2009. Le gouvernement de François Fillon avait par la suite rappelé ce natif de Monaco pour occuper, de juin 2009 à novembre 2012, le poste de secrétaire général du très décrié ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire, avec Eric Besson à sa tête. En 2012, M. Fratacci avait de nouveau rejoint la préfectorale, à la tête de la région de Franche-Comté et du Doubs. C'est à ce poste qu'il avait été vivement mis en cause en octobre 2013 dans la gestion de l'affaire Leonarda, du nom de cette collégienne rom remise à la police lors d'une sortie scolaire en vue d'être expulsée avec sa famille vers le Kosovo.

- **Michèle Pappalardo** : directrice du cabinet du ministre de la transition écologique et solidaire

La nouvelle directrice du cabinet du ministre de la transition écologique et solidaire, Michèle Pappalardo, 61 ans, va jouer un rôle charnière. Nicolas Hulot, ministre novice mais militant écologiste aguerri, a fait appel à une spécialiste des dossiers environnementaux, en particulier de la ville durable, qui connaît parfaitement les arcanes du pouvoir.

Celle qui était, il y a quelques jours encore, présidente de la septième chambre de la Cour des comptes, a déjà occupé cette fonction auprès du ministre de l'environnement Michel Barnier, de 1993 à 1995. Diplômée de Sciences Po, ancienne élève de l'Ecole nationale d'administration (ENA), elle fut directrice de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) entre 2003 et 2008, puis commissaire générale au développement durable, de 2008 à 2012.

Les deux se connaissent depuis plus de vingt ans et se sont choisis. *« J'ai fait sa connaissance lorsque j'étais au ministère de Michel Barnier. Puis lors du lancement du Défi pour la Terre, en 2005, par la Fondation pour la nature et l'homme [la FNH, créée par Nicolas Hulot en 1990] et l'Ademe »,* explique Michèle Pappalardo.

- **Marc Papinutti** : directeur du cabinet de la ministre des transports

C'est un expert reconnu des transports, diplômé de l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat, et un très bon connaisseur des rouages de l'administration qui vient épauler Elisabeth Borne à l'hôtel Le Play, siège du ministère. A 58 ans, Marc Papinutti y a fait l'essentiel de sa carrière, marquée par un passage, en 2007-2008, comme conseiller technique au cabinet de Jean-Louis Borloo, alors ministre de l'écologie de François Fillon et de Nicolas Sarkozy. Ensuite, il sera deux années directeur des infrastructures de transport avant d'être nommé en 2010 à la tête de VNF (Voies navigables de France). Il venait à peine d'être bombardé président du directoire de la Société du canal Seine-Nord Europe quand il a appris – la veille de son anniversaire – sa promotion. Si les partisans du transport fluvial se réjouissent qu'un tel profil se retrouve au sommet du ministère des transports, son CV est également parfaitement adapté à l'exigence présidentielle de réduire la taille et le poids politique des cabinets au profit de hauts fonctionnaires.

- **Edouard Geffray** : directeur du cabinet du ministre de la justice

Edouard Geffray est un brillant énarque de la promotion qui a suivi celle d'Emmanuel Macron, mais les deux hommes se sont rencontrés il n'y a qu'un an par l'intermédiaire de Didier Casas, l'homme des questions régaliennes dans la campagne du candidat d'En marche ! A 38 ans, ce maître des requêtes au Conseil d'Etat était secrétaire général de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) depuis près de cinq

ans. Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la CNIL, ne tarit pas d'éloges sur « *ce type assez remarquable* ».

Au sortir de l'ENA, en 2005, il commence sa carrière au Conseil d'Etat, où il se fait remarquer au sein de la section du contentieux comme rapporteur public. Jean-Marc Sauvé, le patron de l'institution, le choisit en 2011 comme rapporteur de la Commission de réflexion pour la prévention des conflits d'intérêts dans la vie publique qu'il préside. Une expérience de nature à l'aider pour boucler en quelques semaines le projet de loi sur la moralisation de la vie publique. Son passage à la CNIL en a fait un expert des libertés individuelles dans le monde du big data. Egalement très apprécié à la Cour de cassation, il est membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

- **Martin Briens** : directeur du cabinet du ministre des armées

Sa promotion de l'ENA, Victor-Schoelcher, avait en 1995 élu Lionel Jospin président de la République dès le premier tour. Devenu diplomate, il fera partie de l'équipe de la candidate Ségolène Royal en 2007. Martin Briens, 45 ans, devient le directeur du cabinet de la ministre des armées Sylvie Goulard, après avoir été de 2013 à 2016 directeur adjoint du cabinet de Laurent Fabius au Quai d'Orsay, puis directeur de la stratégie de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

Auparavant, il avait coché plusieurs des cases nécessaires à une carrière brillante dans la diplomatie : représentant adjoint de la mission française à l'ONU, sous-directeur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires du ministère des affaires étrangères, deuxième conseiller à l'ambassade de France à Washington. Martin Briens appartient à un groupe d'amis que certains nomment « la secte », et dont le journaliste de *L'Obs* Vincent Jauvert a décrit le parcours influent dans son livre *La Face cachée du Quai d'Orsay* (Robert Laffont, 2016) : des diplomates marqués par la pensée stratégique de l'intellectuelle Thérèse Delpech (décédée en 2012), experts de l'arme nucléaire et promoteurs de la ligne dure sur l'Iran, favorables au plein retour de la France dans l'OTAN.

- **Emmanuel Bonne** : directeur du cabinet du ministre de l'Europe et des affaires étrangères

Directeur du cabinet de Jean-Yves Le Drian, nouveau ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Emmanuel Bonne, 46 ans, ambassadeur au Liban jusqu'à ces derniers jours, est un fin connaisseur du Moyen-Orient. Sa nomination souligne l'importance des enjeux de cette région pour la diplomatie française. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, ancien chercheur à l'Institut français du Proche-Orient puis entré dans la carrière par le concours d'Orient en 2000 il fut en poste à Téhéran puis à Riyad, avant de partir pour New York à la mission française auprès des Nations unies. En 2012, après l'élection de François Hollande, il fut appelé à Paris pour travailler comme conseiller Afrique du Nord-Moyen-Orient dans la cellule diplomatique de l'Elysée. Il y resta jusqu'en 2015 et fut particulièrement engagé dans le dossier syrien. Nommé ensuite à Beyrouth, il a accueilli les 23 et 24 janvier Emmanuel Macron, alors simple candidat, qui effectuait au Liban son premier voyage destiné à lui donner une stature présidentielle.

- **Gaël Veyssièrre** : directeur du cabinet de la ministre des affaires européennes

Le directeur du cabinet de Marielle de Sarnez aux affaires européennes, Gaël Veyssièrre, 45 ans, est un diplomate de carrière, précédemment chargé du service des relations extérieures de l'Union européenne au Quai d'Orsay, après un passage par la sous-direction de la presse. Il a appris à connaître les méandres de l'UE lorsqu'il était porte-parole de la représentation permanente de la France à Bruxelles, au moment où celle-ci était dirigée par Philippe Etienne, le tout nouveau sherpa diplomatique d'Emmanuel Macron.

Toujours très au courant des dossiers, M. Veyssièrre a su à l'époque se rendre incontournable auprès de l'imposante salle de presse bruxelloise. Ses débuts avaient pourtant été très tendus, en plein bras de fer entre l'ancien chef de l'Etat Nicolas Sarkozy et la Commission européenne au sujet des Roms en 2010. Auparavant, M. Veyssièrre avait notamment fait un passage à New York, au sein de la mission française auprès des Nations unies. Originaire de Saint-Denis, il est diplômé de l'Essec et de Sciences Po.

- **Jean-Benoît Albertini** : directeur du cabinet du ministre de la cohésion des territoires

A 54 ans, Jean-Benoît Albertini, préfet de Vendée, rejoint le super ministère de la cohésion des territoires – en

charge de l'urbanisme, du logement, de la politique de la ville et de la ruralité – en tant que directeur du cabinet du ministre, Richard Ferrand.

Issu des rangs de Sciences Po et de l'ENA (promotion Liberté, égalité, fraternité, 1989), ce docteur en droit a été conseiller technique du premier ministre Jean-Pierre Raffarin, de 2002 à 2004, avant de prendre la direction du cabinet de Frédéric de Saint-Sernin, alors secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, puis d'être promu, en 2008, préfet du Territoire de Belfort. De 2010 à 2013, il a été secrétaire général adjoint, directeur de la modernisation et de l'action territoriale au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales. Jusqu'à sa nomination au poste de préfet de Vendée.

Ce haut fonctionnaire est bien connu des acteurs des questions migratoires. Réputé « rigide », l'homme a été l'un des préfets les plus zélés pour renvoyer ailleurs en Europe les demandeurs d'asile évacués de Calais à l'automne 2016, alors même que le ministre de l'intérieur de l'époque s'était engagé à traiter en France la demande d'asile de ces migrants relevant des accords de Dublin.

- **Gilles de Margerie** : directeur du cabinet de la ministre des solidarités et de la santé

Pour diriger son cabinet, la ministre des solidarités et de la santé, Agnès Buzyn, a fait appel à un profil complémentaire au sien. Après avoir exercé différentes fonctions au sein du groupe Crédit agricole, Gilles de Margerie, était jusqu'à sa nomination avenue de Ségur directeur général adjoint du groupe de protection sociale Humanis.

Normalien, énarque, cet ancien inspecteur des finances âgé de 61 ans avait déjà travaillé en cabinet il y a plus de trente ans : auprès de Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, de 1988 à 1991, puis auprès de Michel Rocard à Matignon. Un parcours qui devrait aider la ministre, médecin et spécialiste des questions sanitaires, à mettre en œuvre deux grandes promesses d'Emmanuel Macron : le reste à charge zéro pour l'optique, les prothèses dentaires et auditives d'ici à 2022, et l'harmonisation des différents régimes de retraite en un régime universel.

- **Marc Schwartz** : directeur du cabinet de la ministre de la culture

Conseiller à la Cour des comptes, Marc Schwartz, nommé directeur du cabinet de la ministre de la culture, a effectué de nombreuses missions et médiations liées aux industries culturelles et aux médias. Agé de 53 ans, passé par l'ENA (promotion 1988), il a été médiateur pour résoudre le conflit opposant Google et les éditeurs de presse, coordinateur du groupe de travail interministériel chargé de réfléchir à l'avenir de France Télévisions – dont il fut directeur général adjoint en 2004 chargé de la gestion, des finances et des synergies du groupe –, et a mené une mission de médiation entre producteurs et artistes-interprètes de musique.

En 2008, il s'était vu confier une mission sur les relations entre la presse et La Poste dans le cadre de la réforme de Presstalis, qui se conclura par un protocole d'accord. En juillet 2016, le premier ministre Manuel Valls et la ministre de la culture Audrey Azoulay l'avaient nommé médiateur du livre. Il s'était mis en disponibilité pour rejoindre l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron, dont il a coordonné le programme culture et médias.

- **Emmanuel Moulin** : directeur du cabinet du ministre de l'économie

Emmanuel Moulin, bras droit du ministre de l'économie, Bruno Le Maire, connaît bien son nouveau terrain de jeu. Cet énarque de 48 ans, également diplômé de Sciences Po et de l'Essec, a fait ses armes au Trésor, l'administration de Bercy qui gère la dette de l'Etat. En 2000, ce rocardien est nommé administrateur suppléant à la Banque mondiale à Washington. Il devient, en 2003, secrétaire général du Club de Paris, le cercle informel qui négocie les restructurations de dette des pays en développement. Après un court passage au sein de la banque américaine Citi, le haut fonctionnaire est nommé directeur adjoint du cabinet de Jean-Louis Borloo, puis de Christine Lagarde, en 2007. Il gère les conséquences de la faillite de Lehman Brothers sur le secteur bancaire tricolore, et le sauvetage du franco-belge Dexia.

En 2009, ce proche de Xavier Musca suit l'ex-directeur du Trésor devenu secrétaire général adjoint de l'Elysée. En tant que conseiller économique de Nicolas Sarkozy, il sera en première ligne des convulsions de la zone euro

et de la crise grecque. A la victoire de la gauche, il rejoint le privé (Eurotunnel, banque d'affaires italienne Mediobanca). Un temps proche de Bruno Le Maire, il ne s'était toutefois pas investi officiellement dans la campagne de la primaire de la droite, sans doute pour conserver ses bonnes relations avec le clan Sarkozy.

- **Antoine Foucher** : directeur du cabinet de la ministre du travail

Le directeur du cabinet de Muriel Pénicaud, la nouvelle ministre du travail, peut se prévaloir d'au moins deux atouts : il connaît bien les figures qui comptent, chez les syndicats comme dans le monde patronal, et le droit du travail est une matière qui lui est familière. Une expertise acquise notamment lorsqu'il a secondé Alexandre Saubot, le vice-président du Medef chargé du social au sein de l'organisation patronale, durant les négociations, en 2016, sur la convention régissant l'assurance-chômage.

Né en 1980, ce diplômé de lettres modernes et de philosophie est passé par le master affaires publiques de l'IEP de Paris. Il a d'abord fait ses armes dans le cabinet de conseil ECS avant d'intégrer, comme administrateur, la commission des affaires sociales du Sénat. En janvier 2011, il entre au cabinet de Xavier Bertrand, à l'époque ministre du travail de Nicolas Sarkozy, en tant que conseiller chargé du marché du travail. Il y reste jusqu'en 2012, avant de rejoindre le Medef, comme permanent, pour traiter les questions sociales.

Nommé en 2015 directeur général adjoint de l'organisation de Pierre Gattaz, il la quitte un an après, sous la pression de plusieurs fédérations qui le jugent arrogant. Il paie aussi sa très grande proximité avec l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) et son président, M. Saubot – lui-même en butte à de vives critiques de la part de leaders patronaux.

- **Christophe Kerrero** : directeur du cabinet du ministre de l'éducation nationale

Pour diriger son cabinet, Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'éducation, n'est pas allé chercher très loin. Il a fait appel à Christophe Kerrero, qui fut conseiller auprès de Luc Chatel lorsque ce dernier était titulaire du portefeuille de l'éducation (2009-2012), chargé de l'éducation prioritaire, des affaires pédagogiques et de l'égalité des chances. Les deux hommes se sont donc forcément croisés.

Né en 1966, cet inspecteur général de l'éducation nationale était, jusqu'à présent, directeur général des services adjoint de la région Ile-de-France. Agrégé de lettres modernes, ancien proviseur adjoint du lycée Pasteur de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), inspecteur d'académie à Créteil, il est l'auteur de l'ouvrage *Ecole, démocratie et société* (Berger-Levrault, 2016), préfacé par Jean-Michel Blanquer. Il y interroge, entre autres, le rôle de l'école « dans une société où la somme des intérêts particuliers l'emporte sur leur sublimation ». Il a été professeur et personnel d'encadrement et d'inspection. On le dit proche de Bruno Le Maire, ministre de l'économie.

- **Catherine Geslain-Lanéelle** : directrice du cabinet du ministre de l'agriculture et de l'alimentation

Sa nomination n'avait toujours pas été publiée au *Journal Officiel*, quand Catherine Geslain-Lanéelle, accompagnait le nouveau ministre de l'agriculture et de l'alimentation, Jacques Mézard, mercredi 24 mai, pour son premier déplacement officiel à Madrid. L'enjeu : évoquer les relations parfois tendues entre les deux pays dans le secteur viticole. Même si elle était présentée comme directrice générale de la performance économique et environnementale des entreprises au ministère de l'agriculture, sa nomination comme directrice du cabinet de M. Mézard semblait imminente.

Les rouages du monde agricole, tant à Paris qu'à Bruxelles, et ceux des cabinets ministériels (elle a appartenu à ceux des socialistes Louis Le Pen et Jean Glavany) n'ont guère de secrets pour cette ingénieure agronome et ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts de 54 ans. En tant que haut fonctionnaire au ministère, elle a géré des dossiers sensibles comme celui de la vache folle. Entre 2006 et 2013, elle fut directrice exécutive de l'Autorité européenne de sécurité des aliments. C'est Stéphane Le Foll, prédécesseur de M. Mézard, qui l'a rappelée au ministère à Paris en 2013 pour diriger les politiques agricoles avant de lui confier une direction nouvellement créée.

- **Jérôme Fournel** : directeur du cabinet du ministre de l'action et des comptes publics

A 49 ans, Jérôme Fournel, le directeur de cabinet de l'un des plus jeunes membres du gouvernement, Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, jouit d'une bonne connaissance des sujets fiscaux. Ce diplômé d'HEC et de l'ENA a débuté sa carrière à la direction du budget, à Bercy, avant d'être détaché auprès du ministère des affaires étrangères (alors occupé par Hubert Védrine) au département affaires fiscales du Fonds monétaire international, à Washington, en 1999.

En 2002, il est nommé conseiller au budget et à la réforme de l'Etat au sein du cabinet du ministre de l'éducation nationale Luc Ferry. Il sera ensuite conseiller budgétaire de Jean-Pierre Raffarin à Matignon, puis de Dominique de Villepin, auprès duquel il croisera Bruno Le Maire, alors directeur du cabinet du premier ministre (2006-2007). En 2007, avant l'élection de Nicolas Sarkozy, il revient à Bercy, comme patron de la Direction générale des douanes, qu'il quitte début 2013. Devenu inspecteur des finances, il était également, depuis octobre 2015, président du Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

- **Philippe Baptiste** : directeur du cabinet au ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

A 45 ans, Philippe Baptiste prend les rênes du cabinet de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Comme sa ministre, Frédérique Vidal, jusqu'ici présidente de l'université de Nice, Philippe Baptiste est issu de la société civile. Depuis 2016, il occupait les fonctions de directeur scientifique puis de directeur R&D dans le groupe Total, après une carrière menée en grande partie dans la recherche publique.

Cet ingénieur civil des Mines de Nancy, docteur en informatique, devient chercheur au CNRS en 1999, où il a occupé différents postes de direction, notamment celui de directeur général en charge de la science, du transfert et de l'international. Professeur et chargé de cours à l'Ecole polytechnique pendant dix ans, où il a dirigé le laboratoire d'informatique, Philippe Baptiste a tout de même déjà effectué une année au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, en 2013, du côté de l'administration centrale comme chef du service stratégie à la direction générale de la recherche et de l'innovation.

- **Dominique Sorain** : directeur du cabinet de la ministre des outre-mer

Préfet de La Réunion depuis juillet 2014, Dominique Sorain, qui aura bientôt 62 ans, devient le directeur du cabinet de la ministre des outre-mer, Annick Girardin. Ancien élève de l'IEP de Bordeaux et de l'Ecole d'administration des affaires maritimes, il débute sa carrière en 1977 comme attaché d'administration centrale au ministère des finances. Il bifurque ensuite vers l'administration des affaires maritimes, où il occupe plusieurs postes, à l'échelon local et départemental.

En 1990, il rejoint le ministère de l'agriculture, en tant que chef du bureau des marchés à la direction de la pêche, puis comme responsable du bureau des relations économiques de l'Union européenne à la direction de la production, avant d'être promu sous-directeur des pêches maritimes en 1994. Il retourne, cinq ans après, dans les services déconcentrés de l'Etat puis est nommé, en 2003, directeur des pêches maritimes avant d'accéder aux fonctions de secrétaire général du ministère de l'agriculture. Il obtient, en 2009, son premier poste de préfet à Epinal (Vosges) et se voit confier, deux ans après, la préfecture de l'Eure. Il est classé à droite par certains de ses pairs.

- **Chantal de Singly** : directrice du cabinet de la ministre des sports

Outre la candidature de Paris à l'organisation des Jeux olympiques 2024, Laura Flessel compte également mettre l'accent sur les bienfaits du sport sur la santé. Cette approche explique le choix de sa directrice de cabinet, Chantal de Singly. Née en 1949, cette dernière présidait depuis novembre 2015 le conseil d'administration de l'Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux. En 2009, M^{me} de Singly avait déjà eu une expérience avec un ministère : elle avait été chargée de remettre un rapport sur les cadres hospitaliers à Roselyne Bachelot, alors ministre de la santé et des sports.

Diplômée d'un DESS en sciences économiques, attachée d'administration territoriale dans la municipalité alors socialiste d'Angers (1977-1983), directrice de trois hôpitaux à Paris, puis directrice générale de l'agence régionale de santé de l'océan Indien (2009-2015), Chantal de Singly n'avait jamais rencontré la nouvelle ministre

des sports. Orientée « sport et santé », elle sera accompagnée d'un directeur de cabinet adjoint au profil complémentaire du sien, en la personne de Dimitri Grygowski. Celui-ci a travaillé comme conseiller aux grands événements et aux équipements sportifs pour Patrick Kanner, l'ancien ministre de la ville, de la jeunesse et des sports.

- **François Charmont** : directeur de cabinet du secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement

Discret jusqu'à l'extrême, François Charmont est l'un des hauts fonctionnaires qui connaissent le mieux le Parlement. Des années que ce diplômé de géographie arpente les couloirs du Palais-Bourbon et du Palais du Luxembourg. Tour à tour, il fut le collaborateur parlementaire du député (PS) Gaëtan Gorce, de la sénatrice (PS) Danièle Pourtaud, du sénateur (PS) Jean-Pierre Masseret et du député (PS) Claude Bartolone, qu'il suivra à la présidence de l'Assemblée nationale comme conseiller chargé des affaires parlementaires.

Cela fait déjà trois ans que François Charmont, 38 ans, travaille pour le secrétariat d'Etat chargé des relations avec le Parlement, aux côtés d'abord de Jean-Marie Le Guen, puis d'André Vallini, dont il dirigeait le cabinet. « *En le maintenant à son poste, Castaner fait le choix de la sécurité*, assure une conseillère ministérielle qui l'a côtoyé lors du précédent quinquennat. *Il connaît tout le monde à l'Assemblée, des huissiers aux secrétaires, et sait tout ce qui s'y passe.* » Un profil utile en cas de majorité relative à l'issue des législatives.

- **Hélène Brisset** : directrice du cabinet du secrétaire d'Etat chargé du numérique

C'est la première qu'il a appelée en apprenant sa nomination. Mounir Mahjoubi avait besoin d'un bras droit pour combler ses lacunes... en informatique. Directrice des systèmes d'information au ministère des affaires sociales, Hélène Brisset, X-Télécoms, devient le bras droit du nouveau secrétaire d'Etat au numérique. « *J'ai souhaité une directrice du cabinet spécialisée dans les infrastructures* », explique-t-il au *Monde*.

A lui l'« inclusion numérique » et la French Tech, à elle la conversion des ministères et des administrations au numérique. M. Mahjoubi a rencontré Hélène Brisset lors d'une conférence quand il était président du Conseil national du numérique. A l'époque, cette dernière était encore à la Dinsic, la direction des systèmes d'information de l'Etat. « *Elle venait raconter ses projets de transformation numérique* », poursuit M. Mahjoubi, qui rêve maintenant d'un « *Etat plate-forme* », où « *chaque administration [serait en mesure] de développer facilement de nouveaux services* », avait-il lancé lors de sa prise de fonctions.